

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19378 - 75ÈME ANNÉE

Le Parti communiste réunionnais et la visite d'Emmanuel Macron

PCR demande que l'État accompagne un projet réunionnais de responsabilisation



Maurice Gironcel, Julie Pontalba et Yvan Dejean, secrétaire général du PCR.

Aux côtés d'Yvan Dejean, secrétaire général, Maurice Gironcel et Julie Pontalba ont tenu hier une conférence de presse pour donner la position du PCR sur la visite du président de la République cette semaine. Cette visite est l'occasion de défendre l'idée d'un projet réunionnais de développement et de revendiquer l'accompagnement du gouvernement dans la mise en œuvre par les Réunionnais de propositions réunionnaises pour sortir de la crise.

Maurice Gironcel rappelle tout d'abord le contexte de la visite d'Emmanuel Macron du 23 au 25 octobre prochains à La Réunion. Ce sont les indicateurs sociaux alarmants avec plus de 40 % de la population sous le seuil de pauvreté, un taux de chômage proche de 30 %, un manque de logements sociaux et toujours plus de 110.000

illettrés. Cette urgence sociale est accentuée par des événements conjoncturels. Maurice Gironcel est notamment revenu sur la question du projet de deux trams portés par deux collectivités (Région et CINOR) sur le même territoire (ville de Saint-Denis).

La visite d'Emmanuel Macron n'est pas l'occasion de transmettre une liste au Père Noël, précise le responsable communiste. Le PCR s'inscrit dans une autre démarche, celle de défendre des propositions. Ce point de vue n'est pas isolé, c'est aussi celui de Martine Nourry, une Gilet Jaune. La visite du président de la République, c'est l'occasion de présenter un projet réunionnais.

Maurice Gironcel avait participé en février dernier aux Assises de l'Outre-mer à l'Élysée. Il avait notamment mis en évidence le mot d'ordre de responsabilité, sa traduction dans une assemblée dotée

de larges compétences, ainsi que d'autres propositions du PCR. Dans sa réponse, le chef de l'État avait abordé les questions de la vie chère, des collectivités, «tout cela mis bout à bout va dans le sens du groupe de travail que vous évoquez pour un projet réunionnais», avait précisé Emmanuel Macron. Le président avait dit «on y va», alors la balle est dans le camp du président de la République durant sa visite à La Réunion cette semaine.

«Ce système ne profite pas aux Réunionnais»

Yvan Dejean, secrétaire général du PCR rappelle que le chef de l'État ne vient pas distribuer des cadeaux à Mayotte et à La Réunion. «Le saupoudrage ne règlera en rien notre situation», poursuit-il, rappelant l'origine de la crise : «dans quel système vivons nous ? C'est la conséquence d'un colonialisme qui a perduré pendant plus de 300 ans entre le début du peuplement de l'île et 1946». Depuis 73 ans, La Réunion est «dans un système, le néocolonialisme. C'est un système économique». Il se définit notamment par le fait que nous restons une économie de comptoir. Nos échanges se font à 10 000 kilomètres. Les fonds publics transférés sont recyclés en bénéfices privés dans des structures mono-

polistiques, qui retournent dans les maisons mères en dehors de La Réunion. Conséquence : «les Réunionnais achètent le travail des autres et subissent le chômage, la précarité et le coût de la vie». «Ce système ne profite pas aux Réunionnais», souligne le secrétaire général du PCR qui rappelle l'efficacité toute relative des lois qui se sont succédé. «Défiscalisation, LOOM, LOPOM, Egalité réelle, si elles ont amélioré à la marge, n'ont pas réglé les problèmes de fond». En effet, poursuit-il, «si la loi de 1946 abolissant le statut colonial a permis d'avoir des avancées considérables, ce cadre a atteint ses limites. Face aux nouveaux défis que La Réunion affrontent, il n'est plus adapté».

Franchir une nouvelle étape

Le PCR considère qu'il faut fran-

chir une nouvelle étape. «Après l'ère de la liberté en 1848, l'ère de l'égalité ouverte en 1946, le moment est venu d'ouvrir l'ère de la responsabilité : que les Réunionnais maîtrisent eux-mêmes leur destin dans la République», précise Yvan Dejean. Le PCR demande aux Réunionnais de se rassembler pour construire un projet, et que le président de la République accompagne ce projet de responsabilisation.

Le PCR rappelle que la politique sociale du gouvernement n'obtient pas l'adhésion de la population : «cela s'est exprimé au travers du mouvement des gilets jaunes, et qui s'exprimera jeudi dans la grève générale appelée par l'Intersyndicale, sur des revendications soutenues par le PCR».

«Le Premier ministre a annoncé une loi dite 3D : différenciation, déconcentration, décentralisation renforcée. Cela concerne La Réunion. Nous sommes tous face à nos responsabilités, tous au pied

du mur», affirme le secrétaire général du PCR.

Le PCR lance un appel pour co-construire un projet partagé avec toutes les bonnes volontés car les solutions ne peuvent venir que de nous-mêmes.

Julie Pontalba rappelle que la campagne des municipales se déroulera au moment de la fin du régime dérogatoire de l'octroi de mer. A nous de nous unir pour trouver des solutions.

En conclusion, Maurice Gironcel rappelle l'importance d'un projet global et cohérent, faute de quoi, c'est la porte ouverte à des mesures inadaptées.

M.M.

In kozman pou la rout

« Mèm si la rivyèr i koul a sèk, li port touzour son nom »

Mésyé, Médam, La sosyété, koz èk moin sé koz avèk in kouyon - o pyé d'lo mir i oi lo mason. Si zot i viv isi La Rényon, sirman zot la fine romark in rivyèr i koul a-sèk. Pou kosa ? Pars la plui la pankor tonm dopi lontan sansa la tonm si tèlman pti pé ké la tèr la ramass tout le lo. Sa sé la vérité, mé kan zot i pass dsi in pon zot i pé romark la rivyèr sansa la ravine néna son nom. Son nom ? Sa sé in n'afèr, mé son danzé sa lé la, é si ou i port pa antansyon, si la plui la sharj dan lé o, ou i pé ète sir dan lé ba li koul a flo. Pa arienk an lo, mé an galé, an bou épi an boi kasé. L'èrla méfyé, pars si ou i sar fé lintérésan dan la rivyèr, èl lé pa tro pti ral aou, trène aou, épi final de kont zète aou dan la mèr. Mortibis-krévatis-est é mi koné in bonpé bon kamarade la pass konmsa. Alé ! konm bann moun déor i di : « Fé gaf la rivyèr kan li koul pa ». Ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

CGPER : Emmanuel Macron ne verra pas la vraie agriculture réunionnaise

Hier à Bras-Panon, la CGPER a fait un tour d'horizon de la situation de l'agriculture réunionnaise à quelques jours de la visite d'Emmanuel Macron. Jean-Bernard Maratchia, président du syndicat, a annoncé que la CGPER ne sera pas présente au pique-nique organisé par les sociétés coopératives vendredi à Grand-Anse, et a expliqué les raisons de cette décision. Le syndicat rappelle que moins d'un tiers des agriculteurs sont affiliés à une de ces sociétés. 70 % des agriculteurs réunionnais sont indépendants, ce qui signifie qu'ils ne touchent pas les aides versées aux sociétés coopératives et à leurs adhérents.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle affaire se produit. A chaque séquence agriculture d'une visite officielle d'un ministre, ce sont toujours des membres de coopératives qui sont placés sous les feux des projecteurs. Pour la CGPER, ceci a pour conséquence de montrer au président de la République une image de l'agriculture qui ne correspond pas à la réalité.

Planteurs pénalisés

La conférence de presse du syndicat a lancé aussi une alerte au sujet de la filière canne. Dans le Sud, les prévisions de campagne faisaient état d'un potentiel de plus de 800.000 tonnes de cannes traitées. A 10 semaines de la fin de la coupe, les planteurs en ont livré à peine 500.000 tonnes. Il semble difficile de faire entrer 300.000 tonnes en 10 semaines dans l'usine du Gol.

Pour la CGPER, la responsabilité de ce retard incombe au manque de main d'oeuvre, et à la formule de calcul de la richesse en sucre de la canne. Isidor Laravine rappelle que les planteurs qui uti-

lisent une coupeuse mécanique canne entière sont lourdement pénalisés. Ils récoltent une masse importante de fibres, ce qui diminue la proportion du sucre. Si la totalité des fibres sont valorisés, la formule de calcul se base sur le taux de sucre, et pas sur la masse présente dans le chargement. En conséquence, les planteurs préférèrent recourir à la coupe manuelle mais les coupeurs manquent.

La CGPER craint donc que des milliers de tonnes de cannes restent sur pied.

Indemniser les éleveurs

Au sujet de la crise de l'élevage, la CGPER propose une mesure pour mettre fin à coup sûr à l'épidémie de leucose, à l'origine de la crise de confiance du consommateur réunionnais envers la viande de bœuf produite à La Réunion. Elle demande de créer un vide sanitaire, et que tous les éleveurs concernés soient indemnisés de la perte de leur cheptel. C'est la seule façon de repartir avec des bêtes exemptes de leucose, souligne la CGPER.

Les difficultés pour l'export de fruits vers l'Europe étaient aussi à l'ordre du jour de la conférence de presse de la CGPER. Elles trouvent leur explication dans un nouveau règlement européen qui impose un double contrôle sanitaire aux fruits réunionnais. Ce double contrôle est spécifique aux produits d'outre-mer et ne concerne donc pas des pays comme l'Espagne, concurrente de La Réunion. La CGPER s'étonne que les agriculteurs réunionnais, produisant selon les normes européennes, se voient imposés une barrière supplémentaire. Elle dénonce le manque d'anticipation de l'État sur cette question. Cela fait en effet 2 ans

que ce projet de nouveau règlement est connu. Il a fallu attendre d'être à quelques semaines de l'échéance pour que la DAF organise une première réunion avec les acteurs concernés. Ce manque d'anticipation coûte cher, car c'est l'État qui est responsable de l'application de ce nouveau règlement, et l'État n'a pas préparé les producteurs à ce changement.

Exportateurs de fruits menacés

Ceci n'est pas sans rappeler la manière dont la DAF a traité la question de la leucose. Alors que ce problème aurait pu être réglé rapidement, il a amplifié la crise subie par les éleveurs.

Si la situation des producteurs de fruits se dégrade comme celle des éleveurs, alors la DAF portera une lourde responsabilité, estime la CGPER.

Enfin, la CGPER s'étonne qu'avec tous les moyens dont il dispose, le CIRAD n'est pas encore trouvé une solution au problème de la mouche d'Orient. Cela fait 2 ans que la présence de cet insecte est connue. Comment expliquer que tous les moyens ne soient pas mis en œuvre pour éradiquer la mouche d'Orient de La Réunion, puisque l'Europe considère ce problème suffisamment grave pour interdire les importations de mangue de La Réunion ?

Autrement dit, le CIRAD est au pied du mur, tout comme la DAF. Ils doivent travailler d'urgence à rétablir une situation normale, faute de quoi ce sera la même crise que pour l'élevage.

M.M.

Oté

Mésyé lo prézidan, ni koné ousa ni sava pars ni koné ousa ni sort

Néna in prézidan i ariv isi dann la somenn. Kosa li vien fé ? Paré-t-il, konm moin la lir kékpar li vien vann La Rényon. Mi koné pa kisa la trouv formul-la, mé, moin pèrsonèl mi yèm pa ditou in formul konmsa. Pou kosa ?

Pars La Rényon, nout péi, lé pa a vann é mèm si sa i vé dir fé la promosyon La Rényon, sa in n'afèr mi aprésyé pa ditou. Pou kosa ? Dabor inn pars ni koné kosa k'i kol pa isi shé nou é myé k'sa, ni koné sak i fo fèr dsi l'poinn vizé nout dévlopman ékonomik durab, é dsi lo poinn vizé nout dévlopman sosyal, dsi la késtyon la défans nout l'anvironeman épi dsi lo ranforsman nout lidantité rényonèz.

Mi pé mèm dir la pa dopi dé zour ni koné sa, mé dopi lontan. Fransh vérité ! Nout parti néna soissant zané sète ané !

Pou komansé si nou lé konm ni lé zordi, in départman hors norm sé pars dopi 1946, bann gouvèrnman kisoï gosh konm droite, la konète fèr in sèl zafèr sé d'aral anou déyèr dsi la késtyonn nout dévlopman ékonomik, sosyal, kulturèl, dsu lo poinn vizé nout marsh dann diréksyon nout libèrté épi nout lidantité..

Si mi parl bann gouvèrnman gosh konm droite sé pou plizyèr rézon : dabor pou kosa in loi voté l'ané 1946 bann gouvèrnman la mète par-la sinkant zané pou aplik ali : sirtou alon

pa obliy la bataye pou l'égalité sosyal é pi lo démisyon Paul Vergès épi Elie Hoarau konm dépité. Ob liy pa non pli lo kri in jenn dépité rényonéLaurent : nou lé pa plis, nou lé pa moins, respèkt anou.

Si mi parl bann gouvèrnman gosh konm droite sé pars banna la fé tout sak i fo pou anpèsh nout lidantité rényonèz éprime aèl ko nm téi fo.. Si mi parl bann gouvèrnman gosh ko nm droit, sé pars souvan défoi la aplik lo bann mové solisyon alé oir bann bon solisyon dizon lété k'i krèv azot lé zyé.

Alon pa obliy in n'afèr médam, mésyé, la sosyété : sak i rapèl pa l'émigrasyon bann rényoné dan La Frans, sak la fine obliy bann zanfàn La Creuse, sak la obli la roganizasyon bann préfèrans kont nou par raport demoun i sort déor, sak la fine obliy la frode éléktoral épi la réprésyon, ni pé dir par malis sansa distraksyon zot mémoir i roul dann vide. Pou nout par nou la pankor obliy tousala é la pa domin la vèye !

Alor mésyé lo prézidan, oïla ké ou i vien shé nou, pou fé nout promosyon-pou vann anou-bin mi pé dir aou nou lé kapab fé nou mèm nout promosyon. Ni koné ousa ni sava, pars ni koné ousa ni sort é zot zot i koné ni l'inn ni l'ot.

Justin